



Laurent Alarie, Mohamed Amine Brahim,
Marc-André Cyr, Nichola Gendreau-Richer,
Omer Moussaly, Lawrence Olivier

Un système sans qualité

Matériaux pour une critique du capitalisme



Un système sans qualité



Depuis quelques années, les ouvrages s'inscrivant dans le cadre des théories et des explorations de Karl Marx et de Friedrich Engels connaissent un regain d'intérêt. Avec le nouvel élan des mouvements sociaux, la critique du capitalisme « réellement existant » écocidaire et patriarcal est à nouveau d'actualité. On observe la mise en place de nouveaux espaces non seulement pour comprendre le monde, mais aussi pour le changer.

Les travaux d'inspiration marxiste ont été occultés pendant des décennies, entre autres, à cause des reculs des mouvements sociaux à la suite de la victoire du capitalisme néolibéral. Toutefois, la faute en revient en partie à une certaine tradition théorique et politique, qui s'est imposée au cours du 20^e siècle et qui s'est autobaptisée « marxisme-léninisme ». C'était une pensée ossifiée, sclérosée, mécanique, autoritaire aussi. Les thèses marxistes étaient présentées comme une série de « préceptes » et de « dogmes », qu'il fallait suivre « à la lettre » pour rester dans la « ligne du parti » nécessairement « juste ».

Rétroactivement, il apparaît que ce « marxisme » n'a pas réussi à monopoliser le terrain des idées. À toutes les époques, des militantEs, des chercheurs et des chercheuses n'ont pas hésité, même si les conditions étaient très difficiles, à sortir des sentiers battus, à tenter de comprendre et d'agir. Ces marxismes « alternatifs », souvent oubliés, parfois mis à l'index, c'est ce que cette collection propose de redécouvrir. Pas seulement par « devoir de mémoire », pour « réhabiliter » le marxisme vivant, mais aussi (et surtout) pour contribuer à relancer la pensée critique.

Cette collection plurielle est donc vouée à la publication d'ouvrages marxistes, d'essais utilisant cette méthode d'analyse, portant sur le marxisme ou débattant avec lui.

Laurent Alarie, Mohamed Amine Brahim,
Marc-André Cyr, Nichola Gendreau-Richer,
Omer Moussaly, Lawrence Olivier

Un système sans qualité

Matériaux pour une critique du capitalisme



M Éditeur
m.editeur@editionsm.info
www.editionsm.info/

© Laurent Alarie, Mohamed Amine Brahim, Marc-André Cyr,
Nichola Gendreau-Richer, Omer Moussaly, Lawrence Olivier et M Éditeur

ISBN : 978-2-924327-60-9 – PDF : 978-2-924327-61-6

Ouvrage publié avec le concours de l'Université du Québec à Montréal.

Révision : Monique Moisan

Dépôt légal : février 2017

Table des matières

INTRODUCTION	
<i>Marc-André Cyr</i>	9
CHAPITRE 1	
Réflexion autour de la « fétichisation » dans la société capitaliste, <i>Mohamed Amine Brahim</i>	19
CHAPITRE 2	
Néolibéralisme entre résistance et accélération, <i>Laurent Alarie</i>	43
CHAPITRE 3	
L'université brûle! <i>Nichola Gendreau Richer</i>	73
CHAPITRE 4	
Le capitalisme avancé : nouvelles pratiques de la domination politique (<i>désémiotisation</i> de l'homme), <i>Lawrence Olivier</i>	99
CHAPITRE 5	
Marxisme et anarchisme : sources d'inspiration pour les insatisfaitEs du capitalisme au 21 ^e siècle, <i>Omer Moussaly</i>	135
CONCLUSION	
<i>Lawrence Olivier</i>	173
LES AUTEURS	181

Introduction

Marc-André Cyr

« ALIÉNATION », « Capital », « fétichisme », « valeur d'échange », « exploitation », « plus-value », « travail abstrait », « marchandise », « classe », « impérialisme », « socialisme », « communisme », « prolétariat »... Qui donc utilise encore ces concepts dont la seule évocation provoque un sourire plein de condescendance et de paternalisme? Qui les emploie encore ainsi, sinon quelques militantEs, dont les tracts, plus ou moins jaunis, sont comme les fossiles idéologiques d'un autre monde?

À défaut de supprimer l'exploitation, nous l'avons rendue démocratique. À défaut de supprimer la domination, nous l'avons rendue élective. À défaut de supprimer ces maux, nous avons cessé de les nommer.

On mesure encore mal l'étendue du désastre créé par cette prétentieuse et prétendue « Fin de l'histoire ». La démocratie bourgeoise domine désormais sans partage notre imaginaire. Elle est l'horizon infranchissable de nos attentes. Quiconque désire réellement le dépassement de la société marchande est jugé « antidémocratique ». Le socialisme est « antidémocratique » ; les grèves et les blocages sont « antidémocratiques » ; le sabotage et l'action directe sont « antidémocratiques » ; les manifestations sont « antidémocratiques » ; même la démocratie directe est « antidémocratique ». Si vous désirez prendre la parole dans l'espace public, il vous faudra bientôt montrer patte blanche et admettre que la seule voie légitime pour transformer même un tantinet la société est celle de la démocratie libérale.

Notre univers politique est clos : les libéraux et les conservateurs ne répondent qu'aux échos de leurs propres mensonges. Notre époque a troqué le slogan « Exigeons l'impossible! » de Che Guevara pour la « Soif d'aujourd'hui » de Coca Cola. Notre « conscience malheureuse » s'est progressivement transformée en « fausse conscience heureuse¹ ». Elle estime que la réalité capitaliste est rationnelle, qu'elle est le seul système nous permettant de satisfaire nos besoins. À défaut de détruire son malheur, elle en a accepté les règles, et les grandes causes ont cédé la place aux problématiques spécifiques, aux dysfonctionnements temporaires et aux différents « excès » à contenir. Les gens les plus audacieux – les radicaux d'aujourd'hui – revendiquent une limitation des « égards » du capitalisme, des « écarts » entre les riches et les pauvres et une réduction de la « trop » grande pollution industrielle. Toute personne qui lève la tête hors de ces pointillés délimitant le « principe de réalité » défini par l'ordre de la société de droit est considéré comme une extrémiste plus ou moins fréquentable.

L'oligarchie est ainsi enrobée de démocratie – le mot final de la domination. Elle est l'irrationnel maquillé de raison et de vertu.

Nous assistons ainsi et sans faire grand bruit au chant du cygne des idéaux politiques. L'idéal, comme le souligne Simone Weil, nous permettrait pourtant d'avancer vers le « meilleur » au lieu de nous contenter, comme on le fait présentement, du « moins pire² ». À l'heure où le train du progrès technique et de la croissance infinie nous mène tout droit vers la catastrophe écologique, adopter une telle posture – prétendument « raisonnable » et « modérée » – est plutôt synonyme d'angélisme et d'insouciance. Que l'histoire se poursuive ainsi, tel serait le drame : « Marx avait dit que les révolutions sont la locomotive de l'histoire mondiale. Mais peut-être les choses se présentent-elles tout autrement. Il se

1. Selon l'expression d'Herbert Marcuse, dans Jean-Michel Palmier, *Sur Marcuse*, Paris, 10/18, 1968, p. 131.

2. Simone Weil, *Réflexions sur les causes de la liberté et de l'oppression sociale*, Paris, Gallimard, 1934.

peut que les révolutions soient l'acte, par l'humanité qui voyage dans ce train, de tirer les freins d'urgence », comme l'a dit Walter Benjamin¹.

N'ayons donc pas peur des mots : notre monde est en crise. Plusieurs auteurEs et philosophes en font le constat. Eric J. Hobsbawm conclut son œuvre sur le « court 20^e siècle » en affirmant que nous vivons dans un monde « capturé, déraciné, transformé par le titanesque processus économique et technico-scientifique du développement capitaliste », un monde qui a atteint un « point de crise historique » et que nous avons le devoir de changer, sous peine de sombrer collectivement dans les « ténèbres² ». En 2008, Emmanuel Wallerstein, qui n'a pourtant pas la réputation d'être un « radical », affirme dans les pages du *Monde* que nous vivons la « phase terminale » du capitalisme puisque ce dernier a atteint les limites des « possibilités d'accumulation réelle ». La crise serait comparable à celle qui a mené à l'effondrement du système féodal en Europe entre le milieu du 15^e et du 16^e siècle³. Le philosophe Slavoj Žižek va dans le même sens. Pour lui, la crise écologique, la révolution biogénétique, les déséquilibres internes aux sociétés et la croissance des inégalités sociales mènent le capitalisme mondial au « point zéro apocalyptique⁴ ».

Cette crise, en effet, est écologique. Selon l'ONU, il faudra compter plus de 250 millions de réfugiés du climat en 2050⁵, les quantités d'eau douce diminuent rapidement, la déforestation se poursuit, la disparition de nombreuses espèces animales également... Sans oublier, bien entendu, le réchauffement de la planète – un phénomène que seules quelques têtes subventionnées par l'industrie pétrolière s'attellent à nier. Pourtant, s'il est un domaine où

1. Cité dans Michael Löwy, *Walter Benjamin : avertissement d'incendie. Une lecture des thèses « Sur le concept d'histoire »*, Paris, PUF, 2001, p. 78.
2. Eric J. Hobsbawm, *L'âge des extrêmes : histoire du court 20^e siècle*, Paris, Complexe/Le Monde diplomatique, 1999, p. 748-749.
3. Propos recueillis par Antoine Reverchon, « Le capitalisme touche à sa fin », *Le Monde*, 11 octobre 2008.
4. Slavoj Žižek, *Vivre la fin des temps*, Paris, Flammarion, 2011, p. 11.
5. Grégoire Alix, « L'ONU appelle les États à favoriser les migrations climatiques », *Le Monde*, 24 octobre 2012.

les États s'entendent pour *ne rien faire*, c'est bien celui de l'écologie. Il faudra pourtant se rendre à l'évidence : ce n'est pas en encourageant la consommation responsable, le recyclage des ordures et le compostage maison qu'on ralentira l'élan de cette crise. Et ce n'est certainement pas en créant une Bourse du carbone qu'on réussira à donner aux générations futures une planète en santé, voire simplement vivable.

Cette crise est également politique. Notre société refuse désormais toute forme de contestation, sinon celle qui est autorisée et inoffensive. Le monde ayant finalement atteint sa destination rationnelle, qui donc encore peut prétendre à sa transformation ? Comme le dit Anselm Jappe : « En temps de crise, l'État n'a plus rien à offrir à ses citoyens que la "protection", et il a donc tout intérêt à perpétuer l'insécurité qui crée la demande de protection. Il peut se priver de toutes ses fonctions, mais pas du maintien de l'ordre¹. » Ce n'est pas pour rien que la contestation sociale et politique est de plus en plus amalgamée au terrorisme. En Espagne, la désobéissance civile y est désormais considérée comme un « attentat contre l'autorité² ». De son côté, la police de Londres a tapissé d'affiches un quartier en appelant à dénoncer les « anarchistes » qui y habitent. Même la paisible Suisse s'est dernièrement dotée de nouveaux bataillons militaires afin de faire face à d'éventuels désordres sociaux européens³.

Au Canada, le tableau est tout aussi noir. La « nouvelle stratégie » de lutte au terrorisme de 2012 amalgame sans gêne anticapitalisme, environnementalisme et « terrorisme ». Cette instrumentalisation de la « terreur » ne va d'ailleurs pas sans une augmentation substantielle des budgets alloués à la sécurité. Entre 1998 et 2013, les budgets de la police fédérale ont augmenté de 70 %, ceux des services secrets de 141 %, ceux des services correctionnels de 95 %

1. Anselm Jappe, *Crédit à mort : la décomposition du capitalisme et ses critiques*, Paris, Lignes, 2011, p. 78.
2. Luis Giménez San Miguel, « Interior considerara la resistencia pasiva un atentado a la autoridad », *Publico.es*, 11 avril 2012.
3. « La Suisse se prépare à d'importants soulèvements en Europe », *Le Journal du siècle*, 15 octobre 2012.

et ceux de la défense de 48 %¹. Au Québec, la dernière grève étudiante (2012) a été réprimée avec une férocité historique ce qui a mené à plus de 3 500 arrestations². Le droit de manifester a été radicalement réduit, voire anéanti. Ce dernier est désormais soumis au bon vouloir des forces policières, qui peuvent en refuser le trajet et y mettre fin selon leur « analyse » de la situation. Le Conseil de la Ville de Montréal peut d'ailleurs désormais interdire « pour la période qu'il détermine, en tout temps ou aux heures qu'il indique, sur tout ou partie du domaine public, la tenue de toute assemblée, tout défilé ou attroupement³ ». Sans oublier que la loi fédérale prévoit désormais dix ans de prison pour le port d'un masque lors de rassemblement⁴.

Comme le souligne Alain Bertho : « La fin de la modernité a signé la fin de l'idée de progrès, qu'il soit scientifique ou social⁵. » L'ordre, du moins dans sa forme moderne, a pourtant besoin d'être contesté pour se légitimer. Il a besoin de politique. Si la notion politique, donc prescriptive, de peuple – qui « tend en permanence la contradiction entre ce qui est et ce qui devrait être » – est subsumée au principe unique de la loi « telle-qu'elle-est » et du droit actuel, c'est le peuple lui-même qui est renvoyé dans l'ombre, hors du jeu politique du pouvoir. Autrement dit, l'État, s'il n'est plus confronté à la « loi des gens », comme l'aurait dit Saint-Just, retire ainsi la politique de la sphère étatique.

Cette crise, bien entendu, est également une crise de l'économie. Il ne faut toutefois pas s'y méprendre... Elle n'est pas créée par un ralentissement, une surproduction ou une bulle financière temporaire : elle est une crise des formes même de ce

1. Institut de recherche et d'informations socioéconomiques (IRIS), « Les coûts de l'escalade sécuritaire au Canada », février 2014.
2. Sur ce sujet, lire Francis Dupuis-Déri (dir.), *À qui la rue? Répression policière et mouvements sociaux*, Montréal, Écosociété, 2013 et Marcos Ancelovici et Francis Dupuis-Déri, *Un Printemps rouge et noir : regards croisés sur la grève étudiante de 2012*, Montréal, Écosociété, 2014.
3. Ville de Montréal, Règlement R.R.V.M., P-6 (Codification administrative), 19 mai 2012.
4. « 10 ans de prison pour les manifestants masqués », *Métro*, 10 mai 2012.
5. Alain Bertho, *Contre l'État, la politique*, Paris, La Dispute, 1999, p. 217.

système de production de valeur abstraite. L'économie rencontre aujourd'hui certaines de ses contradictions historiques, et celles-ci deviennent progressivement insupportables pour une part de plus en plus importante de la population. Après plus de trente ans de « néolibéralisme », d'austérité, de pression sur les salaires et de déréglementations tous azimuts, les États occidentaux voient encore leur dette et leur déficit augmenter de façon dramatique. Contrairement à ce que prétendent les idéologues de droite, ces tares ne sont pas le résultat d'une « mauvaise » gestion, et encore moins d'une gestion « keynésienne » de l'économie, mais bien, et précisément, d'une « bonne » gestion tout à fait en phase avec les impératifs du Capital.

Le capitalisme est un « système automate tautologique » qui a pour objectif de transformer du « travail vivant » en « travail mort¹ ». Le sujet de l'économie capitaliste, c'est la valeur. La contradiction principale créée par le capital se situe donc en lui-même. Cette contradiction est violemment vécue. Elle est une fuite en avant qui engendre la subsumption du vivant à la loi du marché. Depuis 1960, ce processus d'accumulation de valeurs abstraites s'est épuisé. C'est à ce moment que le « capital fictif », comme l'appelait Marx, a pris son ultime envol. L'abandon de la convertibilité du dollar en or, en 1971, a éliminé la dernière soupape de sécurité, le dernier ancrage à l'accumulation réelle². Le retour au keynésianisme, évoqué un peu partout, est impossible : il n'y a plus assez d'argent « réel » à la disposition des États³. Et il ne servirait à rien de réprimander les acteurs économiques en affirmant que *certaines* d'entre eux sont des « profiteurs de système », discours qui sont aussi bien tenus par la droite que par la « gauche » et qui se sont multipliés à la vitesse grand V à partir de 2008.

Cette logique de séparation, la négation du sujet par l'objet, a des implications dans toutes les sphères de la vie. Sous l'empire de

1. Anselm Jappe et Robert Kurz, *Les habits neufs de l'empire : remarques sur Negri, Hardt et Rufin*, Paris, Léo Scheer, 2003, p. 13.

2. Jappe, *Crédit à mort, op. cit.*, p. 6.

3. *Ibid.*

la marchandise, l'individu concret ne trouve de reconnaissance que dans la mesure où son activité est productrice de valeur. Il devient ainsi une moyenne commensurable, l'« Homme sans qualité » de Robert Musil. Non seulement la marchandise est séparée de la personne qui la produit, mais elle domine sa vie. L'aspect le plus violent de cette domination réside dans le fait qu'elle est fabriquée par l'individu lui-même, qui devient le principal acteur de sa propre dépossession. Il participe à l'autonégation de sa propre dignité. Il se rend étranger à lui-même. Il ne produit pas seulement une marchandise étrangère mais, plus précisément, la négation de sa propre autonomie.

Comme le capitalisme est un système dominant de plus en plus toutes les sphères de l'activité humaine, les crises qu'il engendre sont de plus en plus totales. Il ne s'agit donc pas de critiquer les « effets » de l'exploitation du travail, de la domination de la marchandise et du tout à l'argent, mais d'avoir dans la mire l'existence même de ces formes historiques. On ne peut accepter de se soumettre au mouvement infini d'argent sans en accepter les catastrophiques conséquences.

S'il est une chose dont notre monde aurait bien besoin – et peut-être aujourd'hui plus que jamais –, c'est donc d'une critique radicale de ses formes. Car c'est de cette seule critique que peut naître un avenir qui ne serait pas totalement noir pour l'humanité.

Ce petit livre, avec toute l'humilité qu'une telle tâche revendique, est une tentative d'avancer en ce sens¹.

Il faut donc attaquer le capitalisme dans ses fondements même, comme le suggère Mohamed Amine Brahimi (Chapitre 1 : *Réflexion au tour de la « fétichisation » dans la société capitaliste*). Il faut nier le fétichisme de la marchandise qui en est le fondement matériel et non seulement la « fausse conscience » strictement abstraite. Nous devons combattre ces « illusions réelles », pour reprendre l'expression dialectique de Marx, qui dominent nos vies. Dans le contexte historique qui est le nôtre, où ce fétichisme devient une norme

1. Une tentative bien imparfaite, disons-le d'emblée, car malgré les efforts du collectif, celui-ci reste exclusivement masculin.

incontestable, indépassable et rationnelle – bref, dans ce monde sans idéal où le relativisme règne –, l'« intolérance » devient un « acte de volonté collective », la « prémisse à toute lutte idéologique qui voudrait renverser le système ».

Cette « intolérance » est partagée par Laurent Alarie. Entre la pure « résistance », telle que celle-ci s'articule dans plusieurs groupes altermondialistes, et l'« accélération » définie de façon positive par plusieurs auteurs post-marxistes (dont Antonio Negri est le plus populaire représentant), Alarie réfléchit, à partir du concept de néolibéralisme, aux possibilités d'émancipation qui se présentent concrètement à notre société (Chapitre 2 : *Entre résistance et accélération : trajectoires théoriques et orientations stratégiques face au néolibéralisme*). En situant le phénomène du néolibéralisme dans son *continuum* historique – celui de la lutte des classes –, il en arrive au constat que l'État tient toujours un rôle primordial en nos sociétés et que ce serait une erreur d'en négliger le rôle actuel, y compris pour les tenants de l'émancipation sociale.

Ce monde néolibéral en est également un qui est en plein processus d'instrumentalisation de nos universités (Chapitre 3 : *L'université brûle!*). Sans complaisance et par-delà le marxisme structuraliste, Nicola Gendreau Richer nous invite à relire l'histoire de l'université et à analyser son devenir – son possible « dépérissement » – à travers la loupe du « romantisme révolutionnaire » tel que synthétisé par Michael Löwy. Purgés de cette croyance pratiquement religieuse dans le progrès historique, les auteurs romantiques nous permettent de mieux saisir ce qu'il faut à la fois nier, conserver et dépasser dans cette institution centrale pour la connaissance et la culture. Cette posture nous permet de saisir que le capitalisme est le « réel pyromane » de cette institution commandée à dépérir sous la logique glaciale de sa gouverne.

Comme le souligne Laurence Olivier : « L'esprit du temps est capitaliste ou post-capitaliste. » C'est l'esprit de la « victoire sur le communisme, de la réussite matérielle, du progrès économique à n'importe quel prix » (Chapitre 4 : *Le capitalisme avancé : nouvelles pratiques de la domination politique [désémotisation de l'homme]*). Il

a mis fin à toute forme de transformation radicale pour se refermer sur lui-même. « Rien, dit-il, qui puisse déranger, gêner, offusquer, offenser, ébranler ou faire peur aux institutions en place. » Notre culture est celle de l'arrogance. Elle a fait de la « liberté » la valeur par excellence de nos sociétés. Une liberté, cependant, « sans substance », qui fait du « devenir créateur » un « devenir mort ».

La fin des idéologies, sans grande surprise, fait de l'anarchisme une déclinaison de l'irrationnel utopique et adolescent et fête la fin du « communisme », voire de toutes les déclinaisons du socialisme réel ou utopique. Ces théories révolutionnaires devraient pourtant, comme le souligne Omer Moussaly, être des sources d'inspiration pour les « insatisfaitEs du capitalisme » (Chapitre 5 : *Marxisme et anarchisme : sources d'inspiration pour les insatisfaitEs du capitalisme au 21^e siècle*). Comme il nous invite à le faire avec le philosophe Antonio Gramsci, qu'il raccorde au marxisme libertaire de Daniel Guérin, nous devrions nous hisser sur les « épaules des géants », pour « voir au-delà de l'horizon du monde actuel ». Élargir nos horizons conceptuels, autrement dit, en regardant par-dessus l'épaule du réalisme instrumental de la marchandise qu'on tente de nous imposer.

« Fétichisme », « aliénation », « anarchisme », « marxisme », « néolibéralisme », « marchandisation », « romantisme révolutionnaire », « unidimensionnalité », « liberté »... Voilà quelques-uns des concepts que se réapproprient les auteurs de ce livre. Non dans l'objectif ambitieux d'élaborer une « nouvelle » théorie de la société, mais dans celui beaucoup plus modeste de nier les fausses vérités d'un cri toujours plus strident¹, et de mieux dénoncer le faux faisant violence au vrai.

1. L'image est de John Holloway dans *Changer le monde sans prendre le pouvoir*, Montréal, Lux, 2005.

Chapitre 1

Réflexion autour de la « fétichisation » dans la société capitaliste

Mohamed Amine Brahimi

L'argent est la seule création culturelle qui soit de pure énergie, qui se soit complètement abstraite de son support matériel, n'étant plus absolu symbole. Il est le plus significatif des phénomènes de notre temps dans la mesure où sa dynamique a envahi le sens de toute théorie et de toute pratique. Qu'il soit pure relation (et en cela tout à fait représentatif de son temps), sans renfermer quelque contenu de la relation, ne contredit cela en rien. Parce que dans la réalité, l'énergie n'est rien d'autre que de la relation.

Georg Simmel

AVEC une intuition remarquable, Georg Simmel comprend le potentiel totalisant et dominateur de l'argent. Il met en évidence le caractère aliénant des sociétés marchandes modernes. L'argent dans sa dimension matérielle ou symbolique s'éloigne de l'homme au point de le subsumer dans une spirale infernale. Il décrit un phénomène apparent de la société capitaliste : la fétichisation générale des échanges sociaux sous son expression directe, l'argent.

Comme pour Simmel, la réflexion sur la fétichisation capitaliste a été un moteur pour un grand nombre de penseurs et penseuses critiques. Sous leurs plumes, ce processus de réification prend une dimension antinomique à la fois comme dépérissement de la société et comme ouverture à de nouveaux horizons. À partir de cette cristallisation sociale, leur pensée découvre soudain un monde oublié, qui se voudrait résiduel de par son essence, mais hégémonique

dans la dynamique du devenir-chose auquel nous condamnons le capitalisme. La situation actuelle voit se développer une forme de fétichisme proche du cynisme. Cette tendance se manifeste dans la désinvolture à l'égard des abus d'ordre économique : travailleurs et travailleuses précaires, financiarisations aberrantes, manipulations publicitaires, indemnités patronales mirobolantes... Ces réalités reposant sur une situation intenable sont souvent imputées à des déterminations générales qui nous dépassent. C'est sur cette « pétrification d'un complexe de sens devenu étranger, inapte désormais à éveiller l'intériorité [...], ossuaire d'intériorité morte, incapable de revivre que par un acte métaphysique qui ranimerait l'élément spirituel qui le créa¹ » que je voudrais me pencher.

Tout au long de ma réflexion, je vais exposer les représentations de fétichisation telles que développées en privilégiant une perspective historiciste. C'est le vocabulaire, l'imagerie, la tradition de pensée ainsi que la réalité historique qui donnent vie à ce concept. Ma réflexion se situe, d'une part, entre la nécessité de comprendre l'exercice d'écriture et de théorisation dans son autonomie formelle, et d'autre part, la détermination à laquelle la vie sociale confronte cet exercice. Quelques balises théoriques me semblent donc nécessaires comme intronisation au présent travail historique.

Balises théoriques

Le primat de la pensée a longtemps servi d'argument pour justifier la particularité de l'homme sur la nature, comme le disait Pascal : « L'homme n'est qu'un roseau, le plus faible de la nature ; mais c'est un roseau pensant². » Par rapport à la pensée et à sa construction, on ne peut prétendre à une complète autonomie, malgré le postulat de libre arbitre qui caractérise le discours dominant.

La pensée dans ses transcriptions langagières ou écrites nous structure et nous altère nécessairement puisqu'elle est extérieure. Comme suggéré par Lucien Goldmann, le postulat d'autonomie, auquel correspond le travail intellectuel, ne doit pas nous empêcher

1. György Lukács, *La théorie du roman*, Paris, Denoël, 1968, p. 55.

2. Blaise Pascal, *Pensée*, Paris, Gallimard, 1983, p. 347.

d'appréhender la production intellectuelle par rapport aux conditions sociales dans lesquelles elle émerge :

En parlant des rapports entre les idéologies et les infrastructures, nous n'avons pas le droit de passer sous silence l'autonomie relative des premières. Il va de soi que certains éléments fondamentaux d'une vision, une fois dégagée sur les plans respectifs du droit, de la religion ou de l'art, par exemple les juristes, les théologiens, les peintres ou les artistes de l'époque tendront à les développer de plus en plus dans toutes leurs conséquences et à les exprimer dans des ensembles cohérents. Il y a ainsi sans doute une influence des juristes sur le droit et des théologiens sur la pensée religieuse¹.

L'horizon qui forme une structure conceptuelle se comprend au regard des mutations des groupes sociaux et de ses interrogations sur différents problèmes auxquels les confronte la société. On doit donc disséquer la réalité d'une époque, pour pouvoir discerner les faits simultanés et les mettre en relation. Le comportement des hommes transforme le monde et, dans un rapport dialectique, cette dynamique les transforme également. Cette synthèse pousse l'ordre politique à muer pour préserver une nouvelle « équilibration », laquelle à son tour sera « ultérieurement dépassée² ». C'est dans cet équilibre entre *l'autonomie relative* propre aux sujets et la contrainte sociale du monde extérieur que va se situer la réflexion sur la fétichisation capitaliste.

Marx et la fétichisation de la marchandise

Lothaire Balsarin, dans *Les aventures de Dieu – épisode 2*, propose une définition claire du concept de la fétichisation :

Pour Marx, la marchandise n'était pas un objet, mais un rapport social. Ce qui intéressait Marx, ce n'était jamais un objet, mais, à la rigueur se reflétant dans l'objet, le mode de production et le système de relations sociales impliquant réellement les hommes, leurs activités, leurs perceptions, leur horizon mental, leur vie. Et enfin, ce n'est pas de la

1. Lucien Goldmann, *Sciences humaines et philosophie*, Paris, Presses universitaires de France, 1952, p. 93.
2. Lucien Goldmann, *Pour une sociologie du roman*, Paris, Gallimard, 1986 (1964), p. 338.

consommation que Marx partait, mais de la production. Le fétichisme réside dans la façon dont le capitalisme comme système de dépossession fait « revenir » vers ceux qui ont été dépossédés le résultat de leur production. Le fétichisme n'est autre que ce système tout entier, en tant que pratique fétichiste active. La contemplation « fétichiste » ne vient que conclure le fonctionnement de l'ensemble¹.

Cet extrait permet de révéler l'anastrophe principale dans laquelle le procédé de réification plonge le corps social en le réduisant à une force de travail et donc en un sujet à simple fonction. Tout individu équivaut à sa force de travail, c'est-à-dire que sa singularité est uniformisée par une valeur universelle qui annonce son « devenir-marchandise ». Le chapitre du *Capital* qui est consacré aux fétichismes prend une place éponyme dans la critique de l'économie politique. Ce rôle central est dû à l'articulation qui s'accomplit entre la production et l'échange capitalistes.

On ne peut situer les écrits de Marx en dehors des dynamiques qui caractérisent la deuxième moitié du 19^e siècle. Cette période voit émerger le caractère spécifique de l'économie marchande qui va structurer son futur. La direction et l'organisation de la production capitaliste se massifient et deviennent l'œuvre de producteurs et productrices indépendantes. Chaque entreprise privée est affranchie de toute contrainte extérieure aux marchés. Le propriétaire voit son activité s'autonomiser : son travail devient le reflet de ses intérêts propres, ceux-ci étant le facteur principal de la nature et de la quantité des biens qui sont produits.

La structure légale et politique de l'époque permet aux propriétaires de disposer des instruments de production, des matières premières nécessaires et donc des fruits du travail des prolétaires. Dans cette dynamique, la société ne règle pas l'activité économique de ses membres ; elle ne prescrit plus ni la réalisation ni la consommation des marchandises. Par ailleurs, chaque capitaliste inonde la société de produits qui ne sont pas destinés à son propre usage, mais au marché. À travers la division sociale du travail, le capitalisme va

1. Lothaire Balsarin, *Les aventures de Dieu – épisode 2*, Les Amis de Némésis, <<http://perso.ovh.net/~lesamisdam/?p=21>>.

engendrer une entité de production unifiée : *l'économie nationale*¹. Tout *organisme productif*² se trouve dans des rapports d'interdépendance, au sein de cette entité autogénérée par la dynamique marchande.

C'est cette connexion que Marx va essayer d'expliquer, à savoir sur quelle base se fait la liaison entre les différents éléments de l'économie à l'échelle de la nation. La fétichisation de la marchandise permet l'échange des produits sous une forme dépersonnalisée, sans référent clair à la personne qui les a produits, à l'espace et aux formalités spécifiques de leur création.

C'est dans les *Manuscrits de 1844* que l'on voit apparaître la première explication des dynamiques de fétichisation. Cette mise en œuvre se structure autour de deux affirmations essentielles : la première renvoie aux liens entre la sphère économique et la sphère religieuse; la seconde porte sur la nature illusoire du fétichisme et aboutit à une critique radicale de l'argent à travers ces différentes formes sociales.

La notion de fétichisme a son point de départ dans l'analyse feuerbachienne des représentations religieuses. Feuerbach conçoit la religion à travers une dynamique double d'aliénation et de projection qui dénature l'homme de son essence matérielle. La projection vers une fiction illusoire par laquelle Feuerbach caractérise la religion est, selon Marx, impuissante à décrire une théorie qui englobe les aspects matériels de la représentation sociale. Au fil de ses écrits, Marx se débarrasse progressivement de cette critique de la religion directement héritée des Lumières.

Pour pallier ce manque théorique, Marx rapproche les conclusions feuerbachiennes à la critique économique, en faisant un lien entre la construction des représentations religieuses et celle de la valeur. Le fétichisme de la marchandise ou du religieux renvoie pour lui à un stade dépassé et rétrograde, que l'évolution historique éradique : « Les nations qui sont encore aveuglées par l'éclat sen-

1. Isaac Roubine, *Essais sur la théorie de la valeur de Marx*, Marxists.org, <www.marxists.org/francais/roubine/index.htm>.

2. *Ibid.*